

## **Règlement intérieur de la Fédération régionale France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur**

**Adopté à l'AG du 25 avril 2019  
Modifié et validé par le CA du 11 juin 2019**

### **Article 1 – Composition de la fédération régionale**

La composition de la fédération régionale est définie par l'article 4 des statuts.

Les fédérations départementales reçoivent les adhésions des associations de leur champ territorial. L'adhésion directe à la fédération régionale est possible dès lors que la fédération départementale ne dispose pas des moyens de gestion nécessaires pour recueillir les adhésions des associations de son champ territorial.

### **Article 2 – Agrément des nouveaux membres**

Toute nouvelle association régionale ou interdépartementale doit être présentée par deux membres de l'association préalablement à son agrément.

Son adhésion est acceptée par le Conseil d'Administration statuant à la majorité de tous ses membres. Le Conseil d'Administration statue lors de chacune de ses réunions sur les demandes d'admission présentées.

Les personnes désirant adhérer à titre individuel doivent remplir un bulletin d'adhésion.

### **Article 3 – Démission – Exclusion – Décès d'un membre**

#### **3.1 Démission**

La démission doit être adressée au président du conseil. Elle n'a pas à être motivée par le membre démissionnaire.

#### **3.2 Exclusion**

Comme indiqué à l'article 6 des statuts, l'exclusion d'un membre peut être prononcée par le Conseil d'Administration, pour motif grave. Sont notamment réputés constituer des motifs graves :

- la non-participation aux activités de l'association ;
- une condamnation pénale pour crime et délit ;
- toute action de nature à porter préjudice, directement ou indirectement, aux activités de l'association ou à sa réputation.

L'intéressé pourra présenter sa défense, préalablement à la décision d'exclusion.

La décision d'exclusion est adoptée par le conseil statuant à la majorité des deux tiers des membres présents.

#### **3.3 Décès**

En cas de décès d'un membre, les héritiers ou les légataires ne peuvent prétendre à un quelconque maintien dans l'association.

La cotisation versée à l'association est définitivement acquise, même cas en cas de démission, d'exclusion, ou de décès d'un membre en cours d'année.

### **Article 4 – Assemblées générales**

#### **4.1 Votes des membres présents**

Les membres présents votent à main levée. Toutefois, un scrutin secret peut être demandé par le conseil ou le quart des membres présents.

#### **4.2 Votes par procuration**

Comme indiqué à l'article 7 des statuts, si un membre de l'association ne peut assister personnellement à une assemblée, il peut s'y faire représenter par un mandataire dans les conditions indiquées au dit article. Le vote par correspondance n'est pas admis.

#### **4.3 Droits de vote**

Les voix sont réparties selon les modalités définies ci-dessous :

- 5 voix pour le ou la Président.e de chaque fédération départementale ;
- 5 voix par fédération départementale ;
- 2 voix par association régionale ou interdépartementale (*dans la limite de 40 voix*) ;
- 2 voix par représentant.e de chaque réseau territorial tel que définis dans l'article 7.2 ;
- 2 voix par représentant.e de chaque réseau thématique tel que définis dans l'article 7.1 ;
- 2 voix pour le ou la représentant.e des salarié.es.
- 2 voix pour le représentant des adhérents individuels

#### **Article 5 Fonctionnement des votes**

- L'assemblée désigne 4 scrutateurs composant « un bureau de vote » chargé de superviser les opérations de vote.
- Le vote à main levée est la règle pour toutes les délibérations sauf si le scrutin secret est demandé par le conseil ou le quart des membres présents.
- Le vote pour l'élection du Conseil d'Administration se fait obligatoirement à bulletin secret.
- La liste d'émargement est signée pour chaque vote à bulletin secret.

##### **5.1 Bureau de vote**

Pour chaque assemblée générale, il est constitué un bureau de vote. Le Conseil d'Administration décide de l'organisation ou délègue à la personne de son choix.

##### **5.2 Composition du Bureau de vote**

Le bureau de vote est composé de 4 scrutateurs et de salariés de l'association autant que de besoin.

##### **5.3 Fonctionnement du Bureau de vote**

- Au moment des votes, les présents émargent la liste d'émargement en vis-à-vis de leur nom ou de celui de la structure représentée et, le cas échéant en vis-à-vis du nom de leur mandant.
- Une fois la clôture du bureau de vote annoncée par le Président de l'Assemblée Générale ou son représentant, les urnes sont ouvertes, les bulletins sont comptés et le nombre de bulletins est comparé au nombre de signatures.
- Les votes sont reportés sur les fiches de décomptes.
- Sont considérés comme votes nuls les bulletins contenant des commentaires et annotations, les bulletins comportant plus de 12 noms, les bulletins comportant un nom de personne non candidate.
- Sont considérées comme votes blancs les bulletins ne comportant aucun nom.

Les fiches de décomptes sont signées par les scrutateurs et les personnes qui ont opéré le décompte.

- L'ensemble des fiches de décomptes et des bulletins sont mis dans une enveloppe qui est cachetée et sur laquelle est apposée la mention « Assemblée Générale « année » – Élection « spécifier le type d'élection – Conseil d'Administration par exemple – ». L'ensemble des membres du bureau de vote est appelé à porter leur nom et leur signature sur le rabat de l'enveloppe scellée.

- Cette dernière sera conservée au siège de l'association aussi longtemps que l'impose la réglementation en vigueur.

Les candidats ayant recueilli le plus de voix sont élus. Pour être déclarés élus, les candidats doivent recueillir 50% des suffrages valablement exprimés.

En cas d'égalité entre les candidats, c'est le candidat le plus jeune qui sera retenu.

## **Article 6 – Fonctionnement des outils de gouvernance**

La composition et le rôle du Conseil d'Administration sont définis à l'article 8 des statuts.

Ses membres, désignés par les fédérations départementales ou élus par l'Assemblée Générale, participent à la gestion courante de la fédération. Ils s'impliquent tout particulièrement dans les domaines administratifs et thématiques correspondant au mieux à leurs domaines de compétences. Au plan territorial, les membres du Conseil d'Administration portent au sein de leurs fédérations la déclinaison des enjeux régionaux.

La composition et le rôle du Bureau sont définis à l'article 9.1 des statuts

Le Comité Régional institué par l'article 9.3 des statuts détient un rôle de conseil auprès des administrateurs en matière d'ajustement des orientations à prendre entre deux Assemblées Générales par le Conseil d'Administration. Sa composition reflète la diversité du mouvement FNE en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il est un lieu de connaissance mutuelle permettant que se rencontrent les associations dans leur diversité d'objet et de territoire de compétences.

Le comité Stratégique, Projets et Finances institué par l'article 9.4 des statuts est informé de la situation budgétaire de la fédération régionale. Il vérifie le bien-fondé des projets finançables au regard des orientations stratégiques de la fédération régionale votées en AG. Il évalue les bilans des actions réalisées. Il examine les projets de budget, propose des coopérations avec les associations du mouvement susceptibles de concourir à la réalisation des actions et formalise si besoin un avis à l'attention du Conseil d'Administration.

Sa composition est définie à l'article 9.4 des statuts.

## **Article 7 – Fonctionnement des réseaux et commissions de travail**

### **7.1-Les réseaux de FNE Provence Alpes Côte d'Azur**

Ils rassemblent des bénévoles issus d'associations dont l'objet est en corrélation avec les thèmes examinés ainsi que des adhérents individuels :

- Aménagement durable du territoire ;
- Climat énergie;
- Déchets ;
- Eau ;
- Mer et Littoral
- Montagne et milieux naturels
- Risques et impacts industriels ;
- Santé-environnement ;
- Transports & Mobilités.

Un binôme salarié-bénévole anime le travail du collectif afin d'alimenter la connaissance du mouvement, d'élaborer des plaidoyers et de faciliter la prise de décisions du CA.

Sur proposition du binôme salarié-bénévole, la liste des membres du copil des réseaux thématiques est validée par un vote en CA. Le copil est composé de membres adhérents à FNE Provence Alpes Côte d'Azur par le biais d'une fédération départementale, d'une association régionale ou par une adhésion individuelle.

Le copil désigne un à deux candidats pour le CA un mois avant l'AG.

Les territoires seront traités au sein des réseaux thématiques ci-dessus.

## **7.2 Les individuels**

Une consultation est organisée par voie électronique sur la base de la liste des adhérents individuels établis par le trésorier pour désigner le représentant des membres individuels.

## **7.3 Conseil scientifique et technique**

Composé de membres disposant de compétences particulières, il est sollicité pour donner des avis susceptibles d'éclairer les décisions à prendre par les instances décisionnelles. La liste de ses membres est ratifiée par le CA. Son président est élu par le CA sur appel à candidature auprès de ses membres. Le Conseil scientifique et technique est renouvelé tous les trois ans.

## **7.4 Coordination des instances de représentation. Commissions de travail**

La liste des personnes désignées par FNE pour siéger dans les instances de représentation est établie à fin de communication et d'échanges. En particulier, la coordination des actions menées dans les Conseils de Développement et au sein du Conseil Economique, Sociale et Environnemental Régional est recherchée.

Des commissions de travail peuvent être constituées par décision du conseil d'administration.

## **Article 8 – Indemnités de remboursement.**

Les administrateurs et les membres élus du bureau peuvent prétendre au remboursement des frais engagés dans le cadre de leurs fonctions et sur justifications. Il en est de même pour les bénévoles mandatés pour représenter le mouvement dans les instances ou groupes de travail.

Un tarif maximum de nuitée, repas, est appliqué sur la base d'un barème établi annuellement par le trésorier.

L'abandon de ces remboursements pour en faire don à l'association en vue de la réduction d'impôt sur le revenu (art. 200 du CGI) est formalisé par la délivrance d'une fiche CERFA. Un fichier informatique est mis à disposition des bénévoles pour faciliter l'enregistrement des frais exposés.

## **Article 9 – Consultations juridiques**

Les modalités de consultations juridiques de la mission juridique de FNE PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR sont définies en annexe de ce règlement.

# **Annexe du règlement intérieur adopté à l'AG du 25 avril 2019**

## **Modalités de réalisation des consultations juridiques à destination des associations membres**

Par arrêté du 27 août 2009, la Ministre de la Justice a octroyé à France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur l'agrément prévu par le 1° de l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques.

Cet agrément permet à FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur de délivrer à titre habituel et rémunéré à ses membres, des consultations juridiques relatives aux questions se rapportant directement à leur objet.

FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur a en conséquence défini ci-après les conditions dans lesquelles elle entend délivrer de telles consultations aux associations membres de son réseau.

### **Article 1 – Bénéficiaires du service de consultation juridique**

Le service de consultation juridique de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur n'est ouvert qu'à ses membres (cf article 3).

Il leur bénéficie à condition de porter sur une question en lien avec la protection de l'environnement, dans un objectif désintéressé et d'intérêt général, et se rapportant directement à leur objet social.

### **Article 2 – Limites du service de consultation juridique**

Le service de consultation juridique de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur permet :

- d'accéder à des conseils juridiques personnalisés dans le domaine de la protection de l'environnement ;
- d'aider à comprendre des dispositions juridiques ;
- d'informer le demandeur des conséquences des démarches qu'il peut accomplir (notamment les risques financiers d'introduire une action juridique) ;
- d'accompagner la rédaction de courriers destinés aux autorités de l'État, des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics.

En revanche, le service de consultation juridique de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur ne permet pas de remplacer les prestations offertes par d'autres professionnels du conseil juridique (avocats, huissiers, notaires principalement) et notamment d'écrire des actes d'ordre juridique pour le compte de ses membres.

### **Article 3 – Quotas d'heures de consultations gratuites**

Les associations qui cotisent directement auprès de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficient d'un quota d'heures de consultations juridiques gratuites défini par le conseil d'administration.

En cas de dépassement du quota en cours d'année, l'association cotisante peut continuer à bénéficier du service de consultation juridique dans les conditions définies à l'article 4.

En cas d'absence de dépassement du quota en cours d'année, le décompte des heures utilisées revient automatiquement à zéro en début d'année.

Les associations qui adhèrent à une association cotisante à FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur ne bénéficient pas du quota défini à cet article ; elles peuvent en revanche bénéficier du quota réservé à

l'association cotisante à laquelle elles adhèrent sous réserve de l'accord de celle-ci, qui doit être transmis par écrit (ou voie électronique) à FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur.

#### **Article 4 – Coût du service de consultation juridique**

Toute demande fait l'objet d'une participation forfaitaire pour l'ouverture du dossier, d'un montant défini par le conseil d'administration. Cette somme devra être versée par le bénéficiaire de la consultation avant tout début d'examen du dossier. Dans certains cas, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur pourra cependant accepter que le versement ne soit réalisé qu'à l'issue de l'accomplissement du service de consultation juridique.

Les frais d'ouverture de dossier donnent droit à une heure de consultation juridique non facturée. Une fois cette heure de base épuisée, un forfait horaire, défini par le conseil d'administration est applicable.

La facturation des prestations juridiques est évaluée en fonction du temps consacré à chaque « dossier » ou demande de consultation et présentée sous forme de devis au demandeur. Elle couvre le travail de fond réalisé sur le traitement de la question, les frais de reprographie, mais également le temps des échanges réalisés avec l'association à l'origine de la demande (échange de courriels, coups de téléphones, rencontre physique...) ainsi que le temps des déplacements éventuellement rendus nécessaires pour accomplir la consultation juridique.

Cette contribution financière ne couvre pas les frais, dépens et débours particuliers (notamment les éventuels frais de déplacement), qui font l'objet d'un relevé particulier et restent à la charge du bénéficiaire.

Le demandeur pourra obtenir un échéancier de règlement.

#### **Article 5 – Obligations respectives du demandeur et de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Le demandeur s'engage à :

- préciser par écrit, avec clarté et rigueur à FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur les questions juridiques sur lesquelles elle souhaite bénéficier d'une consultation juridique, ainsi que les éventuelles contraintes de délai de son dossier ;
- adresser à FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur les principaux documents de nature à étayer les réponses demandées (statuts, agrément, les courriers déjà entrepris, les documents relatifs à un projet, etc.).

FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage à :

- informer le demandeur du délai dans lequel elle va traiter la consultation ;
- traiter la demande dans ce délai.

FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur se réserve le droit de refuser toute demande de consultation, notamment si :

- les délais pour traiter la demande ne permettent pas de délivrer une consultation satisfaisante ;
- la demande n'entre pas dans le cadre de la loi de 1971 réglementant les professions juridiques, et notamment si la demande ne concerne pas un sujet se rapportant à la protection de l'environnement ;
- la demande ne poursuit pas un but d'intérêt général ou est contraire aux positions adoptées par FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur ou ses membres directs.